

# DEMOCRATIE-INFO

LA LIBERTÉ D' EXPRESSION NE S' USE QUE QUAND ON NE S' EN SERT PAS. N° 101 11e Année ISSN 1253-4706

## *Le bulletin bimestriel de SOS Démocratie aux Comores*

**LE MERCENAIRE Français  
BOB DENARD EST DECEDE  
SANS AVOIR APPLIQUE SA  
PEINE DE PRISON**

septembre – octobre 2007 1,5 euros ou 300 F Comoriens

Éditorial par Abdou Rahamane AHMED, président de SOS Démocratie Comores

Le mercenaire français Robert BOURGEAUD alias Bob DENARD est décédé le 13 octobre dernier. C'est un vrai coup porté au mercenariat soutenu par les services spéciaux français.

Denard et ses « affreux » ont dirigé plusieurs opérations en Afrique depuis les années soixante: Maroc, Congo Kinshasa, Biafra,... et bien sûr les Comores.

La mission de Bob Denard et de ses acolytes, dans les pays où ils ont sévi, est d'exécuter le « sale boulot » que ne pouvait pas faire l'armée ou les services secrets français.

En 1977, ces « soldats de la fortune » qui tentaient de renverser le gouvernement du Bénin ont été mis en échec par la résistance des forces militaires et civiles de ce petit pays d'Afrique. Cela ne dissuada pas les « affreux » de préparer le coup d'État de mai 1978 pour renverser le président Ali Soilihi et remettre le pouvoir au président Ahmed Abdallah aux Comores.

Il convient de rappeler que dans ses entreprises de déstabilisation des pays africains, Bob Denard ne coûtait pas du tout cher à l'état français. Ce sont les futurs chefs d'état ou les hommes d'affaires qui fiançaient ses opérations. Lui-même reconnaît avoir rendu docilement des « services » à l'état français, en étant toujours en liaison avec l'ex-SDECE (service de renseignements extérieurs français).

Ce n'est donc pas étonnant que lors de ses trois procès (tentative de déstabilisation au Bénin, assassinat du président Ahmed Abdallah et coup d'état contre le président Djohar) il y a plusieurs anciens militaires ou officiers des renseignements extérieurs français qui sont venus le soutenir. Cela, ne nous étonne pas non plus qu'il soit devenu soudain un malade d'Alzheimer pour ne pas avoir à donner les noms de ses complices français. Malgré sa « maladie », il se souvenait bien de ses complices comoriens.

Bob Denard a gardé également avec lui beaucoup d'archives appartenant aux anciens présidents et à l'État comorien qu'il a assassinés. Les autorités comoriennes peuvent, au moins, réclamer à l'état français ces documents.

Malheureusement cette disparition prive le peuple comorien d'un procès contre cet homme sans foi ni loi ainsi que ses « soldats de fortune ». N'oublions pas également qu'au sein de l'armée comorienne, il y aurait des officiers qui ont été formés par les mercenaires et qui considèrent Bob Denard comme leur « père spirituel ». Nous espérons qu'un de ses jours, ils auront à rendre compte devant la justice comorienne.

Intervenez auprès des autorités comoriennes pour qu'ils permettent à la justice d'ouvrir une enquête sur les assassinats des civils et des deux présidents comoriens et leurs complicités aux Comores. Il convient de créer un service des renseignements extérieurs chargés de prévenir tout coup de force en provenance de l'extérieur. Parce que les Comores ne sont pas encore sorties des déstabilisations des réseaux français.

Directeur de la publication: ALI Damir      Codirecteur de la publication : AHMED Abdou Rahamane

Comité de rédaction: AHMED Abdou Rahamane, Mohamed HACHIM, AMIR Salim,

ABDEREMANE Naoufal, ALI Damir Tél : 06 61 60 18 50 ou 06 60 11 81 90 – Fax : 08 71 52 57 67

Imprimerie : HORLOGE COPIE – 3 Rue BRANTOME -75003 Paris

Commission Paritaire: 1001G 79034 SOS DÉMOCRATIE – Ligue 92 – 2 rue de BEZONS 92000 NANTERRE

E-mail: [SOSDemocratieComores@orange.fr](mailto:SOSDemocratieComores@orange.fr)

## **INFOS BREVES...INFOS BREVES...INFOS BREVES...INFOS BREVES...INFOS BREVES...INFOS BREVES**

**11 septembre:** au moins quatre personnes sont mortes et une quinzaine sont portées disparues après le naufrage d'une barque au large de l'île d'Anjouan. Les victimes viennent de cette île comorienne qui voulaient se rendre à Mayotte.

A la mi-août, une barque qui était naufragée tout près de cette île comorienne sous administration française fait dix sept morts et vingt disparus.

Depuis l'instauration du « visa Balladur », il y a eu plusieurs milliers de comoriens qui sont décédés en voulant rejoindre l'île sœur de Mayotte.

En mettant sous presse notre publication, nous apprenons que les autorités comoriennes ont négocié avec les autorités françaises à Mayotte sur « les modalités d'expulsion et de reconduite à la frontière des ressortissants comoriens, pour la plupart anjouanais, en situation irrégulière à Mayotte ».

Demandez aux députés de l'Union des Comores de dénoncer cet accord qui porte atteinte à l'unité et à l'intégrité territoriale des quatre îles des Comores. Intervenez auprès de la Cour Constitutionnelle afin d'abroger cet accord qui n'est pas conforme aux articles 1, 7 et 12 de la Constitution Comorienne.

\*\*\*\*\*

**8 octobre:** manifestation de plusieurs centaines d'étudiants comoriens devant l'ambassade des Comores à Madagascar pour dénoncer l'immobilisme et l'abandon des autorités comoriennes suite aux mauvais traitements qu'ils subissent de la part des autorités malgaches.

2000 étudiants comoriens risquent d'être renvoyés de Madagascar s'ils ne règlent pas des frais de visa jugés abusifs (entre 114 euros et 228 euros). L'ambassadeur des Comores à Madagascar Halidy Charif au lieu de soutenir ses concitoyens considère que certains d'entre-eux ont « commis des délits ».

Demandez aux autorités comoriennes de soutenir leurs sujets à l'étranger

\*\*\*\*\*

### **Le président SAMBI ne connaît-il pas bien les réseaux français ?**

Après la réception du président Ahmed Abdallah SAMBI par le président français Nicolas SARKOZY en fin septembre 2007, les autorités comoriennes ont crié victoire et pensé qu'une bonne partie des contentieux et des problèmes qui nous lient avec notre ancienne puissance coloniale allaient être résolus. Or, ce n'est pas la première fois qu'un président comorien est bien reçu à l'Élysée avec des acolytes tout en sachant qu'il soit sur la sellette des services de renseignement français. Leurs fins tragiques est là pour témoigner.

Le président Ahmed Abdallah connaissait bien François Mitterrand depuis les années 60 comme député à l'assemblée Nationale française. Son fils Gilbert a rencontré l'ancien président comorien pour le rassurer que la France va lui débarrasser des mercenaires quelques jours avant que ces derniers l'assassinent. Djohar a reçu le président Mitterrand à Moroni qui a affirmé qu'il faut « encourager la circulation entre Mayotte et les autres îles » avant que Bob Denard réalise en 1995 son dernier coup de force aux Comores. Le président Taki connaissait Chirac comme Maire de Paris et a retiré la question de Mayotte à l'ordre du jour des Nations Unies. Nous avons vu la fin tragique de son régime (crise séparatiste et décès dans des circonstances tragiques). Pour ce dernier cas, les services américains auraient été impliqués comme les policiers américains auraient trouvé des indices que le comorien impliqué aux attentats de Nairobi aurait des contacts avec l'ancien président comorien.

Suite au voyage de Monsieur Mohamed ABDOULOIHABI président de l'île autonome de Ngazidja à Ndzuwani (Anjouan) le 19 octobre 2007, un tract diffusé à Mutsamudu repris par HZK-Presse rappelle que son « arrivée à Anjouan à un moment où la communauté internationale dans son ensemble cherche à isoler les autorités illégitimes de l'île, (...) cela frise la haute trahison ». Heureusement que certains notables de Ngazidja et le président de l'assemblée de l'Union ont ramené Monsieur Abdouloihabi à la raison. En effet, le président de l'assemblée lui a clairement signifié son opposition à tout dialogue avec Mohamed Bacar en lui précisant que « votre démarche risque de torpiller les efforts de l'Union Africaine ».

D'après Mahmoud Ibrahim qui rappelle dans le journal *Masiwa Mané* n°16 qu'« en réalité, Abdouloihabi n'a pas planté « coup de poignard » uniquement dans le dos de Sambi, mais aussi dans celui des Comores. Il nous est revenu en tête cet Abdouloihabi qui s'est rangé du côté des putschistes en 1999, qui a participé activement à la rédaction de la charte constitutionnelle qui a permis au colonel Azali de déchirer la Constitution comorienne ». Le président de Ngazidja prétend avoir effectué un voyage privé, un week-end avec sa femme à Anjouan. Un témoignage confirme que Djaanfar Salim (ministre de l'intérieur de Ndzuwani) aurait gardé de bons contacts avec le chef de cabinet d'Abdouloihabi. Cette familiarité dure depuis quelques mois avant ce voyage. Ce qui montre que ce voyage aurait été préparé bien en avance.

Nous apprenons par des témoignages qu'Abdouloihabi aurait gardé des contacts réguliers avec l'ambassadeur de France à Moroni quand il était directeur de cabinet du président de l'union. Une personne proche de sa famille confirme l'avoir aperçu avec l'ambassadeur de France dans une maison à Moroni vers 1 h du matin. Est-ce que le président Sambi est aussi naïf pour soutenir une telle personne à la présidence de Ngazidja ? Nous nous demandons si le chef de l'État comorien n'est pas entouré par d'autres individus contrôlés par les réseaux français ?

Le président Sambi doit savoir que ce n'est pas en faisant des concessions aux autorités françaises qu'il peut échapper aux coups tordus des divers réseaux français.

### **Le Comité de la rédaction**

## **SANS COMMENTAIRES...SANS COMMENTAIRES...SANS COMMENTAIRES...SANS COMMENTAIRES**

« *Ce monsieur* (Mr F. Madeira, envoyé spécial de l'Union Africaine) *est là pour gagner de l'argent* ».

Extrait de l'intervention de Mohamed Abdou Madi, numéro deux du pouvoir de fait d'Anjouan à Djabal TV le 5 novembre 2007.

**JOURNAL DES LCTEURS...JOURNAL DES LECTEURS...JOURNAL DES LECTEURS...JOURNAL**  
**DECLARATION SUR L'ETE MEURTRIER A MAYOTTE (suite et fin)**

Les associations signataires ne sollicitent auprès des autorités comoriennes, rien moins que la stricte application des dispositions de la Constitution comorienne. Ainsi en prenant part aux "Jeux des îles 2007", aux côtés de la délégation maoraise, les Comores n'ont pas seulement répondu à l'appel de Pierre de Coubertin ("*l'essentiel est de participer*"), elles ont aussi et surtout fait un acte politique : consacrer solennellement à la face du monde, la volonté de leur plus haut magistrat, de renoncer à l'intangibilité des frontières, telles que définies par les instances internationales et par toutes les Constitutions comoriennes successives. Et le match de basket incongru, Mayotte - Comores, en est à la fois, la preuve et l'illustration vivantes.

Aussi, en se rendant en personne à ces jeux, le chef de l'État comorien ne fait que confirmer les allégations de l'Ambassadeur de la France aux Comores, sur la non existence de l'État Comorien. Personne ne peut prendre au sérieux, des émissaires qui passent le plus clair de leur temps à faire semblant de régler le contentieux franco-comorien sur Mayotte, en n'ayant de cesse de faire appel à la condescendance et à "la générosité" de ceux-là même qui ont vocation à leur en empêcher. Pour requérir l'aide et le soutien franc, concret et effectif des pays amis et des instances internationales, les autorités comoriennes doivent se résoudre à intégrer par des actes courageux, sous tendus par une politique volontariste, la problématique de l'intégrité, de l'unité et de la souveraineté chevillée au corps. Les autorités comoriennes ne peuvent durablement s'exonérer de la responsabilité de leurs actes et de leurs choix politiques, sous couvert d'on ne sait quel "real politic", "contexte international" etc., qui n'ont d'ailleurs jamais eu la primauté sur les règles, le droit et les lois internationaux.

Aussi, plus de trois décennies d'échecs en crises récurrentes, induits par l'occupation de l'île comorienne de Mayotte, devraient inciter les autorités comoriennes à changer de politique. En commençant par monter non un "gadget", mais une vraie machine de guerre au sein du Ministère des Affaires étrangères, pour coordonner le travail de fourmis fait par les associations depuis plus de 30 ans, en y associant les partis et la classe politique, avec la caution et le soutien actif.

ô combien efficaces du parlement de l'Union des Comores, toujours sur la brèche.

Quant aux autorités françaises, elles se grandiraient en travaillant en direction de rapports harmonieux, dans le sens d'une vraie entente et d'une réelle réconciliation franche et sans ambiguïté, entre Comoriens des 4 (*quatre*) îles et non, dans une logique d'exclusion, de division, d'ostracisme et de confrontation. Et ce, en levant pour de bon, l'hypothèque "Bourbier Maorais" par des négociations franco-comoriennes, prenant certes en compte, plus de trois décennies d'administration française. Et la **suppression du "Visa Balladur" est un premier préalable**. Autrement, tout le tintamarre autour de la préalable stabilité, réconciliation et du développement limités seulement à trois îles (*Grande Comore, Mohéli et Anjouan*), n'est que marché de dupes et manœuvres de diversions, destinés à alimenter la récurrente crise comorienne, avec comme adjuvant, le séparatisme anjouanais.

Toute cette crise planifiée, connaîtra son épilogue, non dans le récurrent et austère huis-clos avec la France, emmurée dans son rôle de juge et partie, mais plutôt, dans une réactivation de toutes les structures susceptibles de prendre à bras le corps le trop vieux contentieux franco-comorien sur Mayotte. Et la réintroduction de "la question de l'île comorienne de Mayotte", à la soixante-deuxième session de l'Assemblée Générale de l'ONU, est un deuxième préalable.

*Et c'est la raison pour laquelle, aux côtés des véritables amis des Comores,*

- La GAC (Guilde des Artistes Comoriens)

guilde\_des\_artistes\_comoriens\_gac@hotmail.com

- L'ACDH (Association Comorienne des Droits de l'Homme)

acdh-France@orange.fr

- Le GRITAC (Groupe de Réflexion pour l'Intégrité Territoriale de l'Archipel des Comores)

gritac\_2000@yahoo.fr

- SOS DEMOCRATIE COMORES :

sosdemocratiecomores@orange.fr

- Le CAAC (Collectif des Associations des Amis des Comores)

caac.comores@gmail.com

- Le CCMM (Collectif-Comores-MasiwaMane)

comores\_masiwamane@yahoo.fr

- La DIASCOM (Coordination des Associations de la Diaspora Comorienne)

diascom.diascom@gmail.com

*n'ont de cesse de se battre pour entretenir la flamme de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité des Comores, allumée un certain 12 novembre 1975, par la Communauté et les organisations internationales et nationales, dans la foulée de la proclamation unilatérale de l'indépendance des Comores, le 6 juillet 1975.*

Le 15 août 2007

« ÉCHO DES ILES COMORES », c'est chaque Samedi de 19 h 30 à 20 h 30 sur 106.3 FM. C'est une information libre et des passages musicaux. Sur INTERNET: [www.rfpp.net](http://www.rfpp.net) RETROUVEZ CETTE ÉDITION ET LES PARUTIONS ANTERIEURS SUR [www.comores-online.com/sos-democratie](http://www.comores-online.com/sos-democratie)

\*\*\*\*\*

ABONNEZ - VOUS au bulletin DÉMOCRATIE INFOS

Nom.....Prénom.....Adresse.....  
.....Code Postal.....Ville.....

OUI, je m'abonne au bulletin DÉMOCRATIE INFO pour une année et je joins un chèque de 15 € à l'ordre de SOS DÉMOCRATIE.

Fiche à renvoyer à : SOS DÉMOCRATIE COMORES LIGUE 092 Centre Culturel FRANCO-COMORIEN : 2 rue DE BEZONS 92000 NANTERRE

Association de Défense des Droits de l' Homme

Bulletin publié à 500 exemplaires